

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

DE L'ISLAMISME AU TERRORISME

IDÉOLOGIE RELIGIEUSE ET VIOLENCE POLITIQUE

PAR

MATHIEU GUIDÈRE (*)

L'Islam est une religion, l'islamisme est une idéologie, le terrorisme est un mode d'action violent. Bien que le mot « islamisme » soit dérivé du mot « Islam », le suffixe « -isme » indique désormais sa dimension idéologique et politique. Ainsi, l'islamisme désigne aujourd'hui une idéologie d'inspiration religieuse, ayant une visée politique et pouvant déboucher sur l'action violente et indiscriminée.

En raison de la portée politique des actions menées, il existe des divergences d'opinion et de position concernant aussi bien la définition de cette violence que la condamnation de certains groupes. La qualification même d'« islamiste » est âprement débattue et parfois remise en cause. Car, si la plupart des groupes et des organisations terroristes se réclament de l'Islam, cela n'a pas toujours été le cas : beaucoup n'ont d'« islamique » que le nom et leurs *leaders* n'ont rien de « religieux ». Leur rattachement à la religion musulmane paraît souvent opportuniste et sujet à caution, tant leurs conceptions et leurs pratiques sont condamnées par la majorité écrasante des Musulmans et des autorités de l'Islam. Il n'en demeure pas moins que, dans la perception commune, terrorisme et islamisme sont de plus en plus associés, alors qu'il y a lieu de distinguer les actions violentes des idéologies qui les sous-tendent.

En effet, l'islamisme désigne les formes d'expression idéologisée qui se revendiquent de la religion musulmane, en affichant un choix délibéré de la *charia* comme référence juridique et de la théocratie comme système politique. Envisagé par rapport au texte coranique, cet islamisme se caractérise par une lecture littéraliste et rejette les interprétations modernistes et progressistes. Il conçoit également la religion comme devant s'imposer à tous et se prévaut des citations coraniques qui évoquent la guerre sainte (*djihad*). De ce point de vue, « l'islamiste », contrairement au « Musulman », est un militant qui se reconnaît à son action prosélyte et qui interfère dans la relation qui lie le croyant à son Dieu pour lui imposer ce qu'il doit croire ou faire. Il place le divin au centre et relègue l'humain à la périphérie, privilégiant les questions de l'au-delà sur les préoccupations de l'ici-bas.

(*) Professeur des Universités à l'Université Paris 8 (France).

Quant au terrorisme, c'est un mode d'action violente consistant à instiller la peur et la terreur, par tous les moyens, afin d'atteindre un objectif politique. Etant par ailleurs l'arme du « faible » face au plus « fort », il vise à contraindre ce dernier à accepter certaines conditions sous la menace et, à ce titre, a été utilisé au fil de l'histoire par une multitude de groupes, de partis et d'organisations. Ce n'est donc pas dans les modes d'action qu'il faut rechercher la spécificité du terrorisme islamiste, mais bien dans les constructions idéologiques qui lui permettent de se développer et de légitimer ses actions violentes.

A cet égard, il est possible de distinguer plusieurs types idéologiques qui se manifestent dans des formes associées d'action violente de nature terroriste. Si la plus ancienne (l'idéologie panislamiste) se développe dès la fin du XIX^e siècle et sert de socle aux premières formations islamistes (telles que les Frères musulmans), les autres idéologies d'inspiration islamique sont toutes nées dans la seconde moitié du XX^e siècle et ont connu un essor fulgurant à la faveur de divers événements nationaux et internationaux.

L'IDÉOLOGIE PANISLAMISTE

Le panislamisme est un mouvement politico-religieux qui remonte au XIX^e siècle et qui a été d'abord promu par les sultans ottomans pour maintenir l'unité de leur immense empire face aux élans expansionnistes des puissances française et britannique. Il se renforce après la Première Guerre mondiale, lorsque les nationalistes arabes se sentent floués par la mise en œuvre des Accords Sykes-Picot (1916) qui mettent fin aux espoirs d'unité arabe et enterrent définitivement le projet de création d'un « grand Etat arabe libre et indépendant ». En réaction, le panislamisme se présente alors comme un courant de pensée et de lutte anti-colonialiste et anti-impérialiste, visant la réunification des peuples musulmans.

Depuis lors, les panislamistes militent pour la restauration du « califat islamique » aboli par Atatürk en 1924. Ils estiment que la communauté musulmane ne peut vivre sans « calife » – successeur du Prophète –, c'est-à-dire sans guide spirituel et temporel commun. Ils invoquent pour cela le fait que les Musulmans ont toujours vécu sous la guidance d'un « imam », même s'ils étaient soumis politiquement à l'autorité de divers souverains (rois, sultans, émirs).

A la fin du XIX^e siècle, la figure de proue du panislamisme est un propagandiste aux origines obscures mais au nom afghan, Jamâl Eddine Al-Afghâni (1838-1897). Il passe sa vie à se déplacer entre les pays musulmans pour propager ses idées de résistance à la pression occidentale sur tous les plans (politique, économique, culturel). En 1892, à Istanbul, il apparaît comme le principal artisan de la politique panislamiste du sultan Abdulhamid II (1842-1918). Finalement, il passe ses dernières années dans une captivité dorée et meurt empoisonné, mais il laisse derrière lui de

nombreux disciples et une idéologie puissante, qui sera portée par la quasi-totalité des mouvements et des organisations islamistes du XX^e siècle, à commencer par les Frères musulmans.

En effet, dès l'annonce turque, en 1924, d'abolition du califat, le chérif Hussein se proclame calife à La Mecque, mais il est aussitôt chassé par les troupes d'Ibn Saoud qui parachèvent l'unification de la péninsule. Malgré cela, deux congrès internationaux sont organisés en 1926 pour étudier la question du califat et les modalités de choix d'un nouveau calife, mais ils n'aboutissent à aucun résultat en raison des divisions doctrinales et des rivalités personnelles. En 1928, en réaction à cet échec, Hassan al Banna fonde les « Frères musulmans » en se fixant comme objectif prioritaire la restauration du califat et la lutte contre la colonisation. Cultivant l'esprit confrérique, son organisation connaît un succès fulgurant et s'implante durablement dans l'ensemble des pays de la région comme prélude à la réunification de la communauté musulmane. Toutefois, il meurt assassiné en 1949 sans voir son rêve réalisé.

Aujourd'hui, le panislamisme possède des partisans un peu partout dans le monde musulman, mais ses fidèles sont divisés entre deux courants concurrents. Le premier est de type fédéraliste et vise la création des « Etats-Unis islamiques » ; le second est confédéraliste et prône l'instauration d'une « Union islamique ». Les deux projets reposent sur des principes différents : l'un vise l'unité territoriale des Musulmans dans le cadre de la « Maison de l'islam » (*dâr al-islam*), tandis que l'autre se réclame d'une conception de la « communauté de l'Islam » (*oumma*), où l'objectif est l'unité de la foi et pas nécessairement des territoires.

Pour parvenir à cet objectif (fédération ou confédération), les uns promeuvent un « *djihad* déterritorialisé » qui efface les frontières existantes considérées comme artificielles et imposées par l'Occident pour diviser les Musulmans ; les autres sont favorables à un « *djihad* territorialisé », mené dans le cadre des Etats existants sans modification des frontières.

L'ISLAMISME RÉVOLUTIONNAIRE

A partir des années 1970, l'islamisme est marqué par le marxisme-léninisme qui domine la scène intellectuelle et idéologique dans le monde musulman. Bien qu'il entre en conflit avec lui dans les universités, l'islamisme s'inspire largement de ses méthodes de propagande et d'action violente. En effet, la mise en perspective historique du phénomène terroriste permet de constater aisément que la radicalité idéologique n'est pas nouvelle et qu'elle s'est simplement « islamisée » au cours des dernières décennies. Le terrorisme existait bien avant l'essor de l'islamisme et ses référents étaient plutôt anarchistes ou marxistes. En l'absence d'une alternative idéologique de contestation radicale, un certain nombre de ceux qui rejoignent les rangs des organisations islamistes aujourd'hui auraient pu être, hier, membres des groupuscules d'extrême gauche tels que les

« Brigades rouges » en Italie (Brigate rosse), la « Fraction Armée rouge » en Allemagne (Rote Armee Fraktion) ou encore le groupe « Action directe » en France.

Si les « Brigades rouges » sont liées au mouvement social des années 1970 et ont enrôlé bon nombre de jeunes ouvriers pour mener leurs actions armées, les deux autres groupes, la « Fraction Armée rouge » et « Action directe », ont surtout embrigadé des jeunes bourgeois désorientés dans l'après-« mai 1968 ». Or on constate des tendances comparables chez les principaux groupes islamistes à partir des années 1980, au moment où l'adhésion aux thèses de l'extrême gauche commence à refluer de façon notable.

En effet, pendant que l'Europe subissait, tout au long des « années de plomb » (1970-1980), les affres du terrorisme révolutionnaire des groupuscules d'extrême gauche, l'Islam politique se développait au Proche et au Moyen-Orient.

Chez les Musulmans chiïtes, c'est l'ayatollah Khomeiny qui établit les bases d'un islamisme révolutionnaire qui conduit au renversement du Chah d'Iran et à l'instauration d'une « République islamique » (1979), avec l'assentiment de l'Occident. Dans son sillage sont créés divers partis et groupes chiïtes prônant la lutte armée, dont le plus célèbre est le Hezbollah libanais, créé sous l'impulsion de Khomeiny, en pleine guerre civile libanaise, contribuant ainsi à la professionnalisation du conflit.

Le Hezbollah, littéralement « Parti de Dieu », est un groupe islamiste armé, d'obédience chiïte, formé en 1982 en réaction à l'invasion israélienne du Liban, avec le soutien actif de la République islamique d'Iran. En pleine guerre civile libanaise (1975-1990), le Hezbollah mène alors une « guerre de résistance » contre l'occupation du Sud-Liban et s'attaque à la présence occidentale ailleurs. Les premières actions du mouvement contre les intérêts occidentaux remontent à 1983, année au cours de laquelle le Hezbollah organise l'attentat-suicide contre l'ambassade américaine de Beyrouth (avril 1983, 63 morts), un attentat-suicide contre le contingent américain de la force multinationale d'interposition (octobre 1983, 248 morts) et un autre contre les parachutistes français (attentat du Drakkar, 58 morts).

Par la suite, la pratique du terrorisme sous toutes ses formes (attentat-suicide, enlèvement et séquestration, prise d'otages, détournement d'avion) est consacrée par le Hezbollah comme le mode d'action privilégié de l'islamisme, à l'intérieur comme à l'extérieur du Liban. Ainsi, entre février 1985 et septembre 1986, le « Parti de Dieu » perpètre une série d'attentats en France, dont celui de la rue de Rennes (17 septembre 1986), provoquant au total la mort de quinze personnes et faisant plus de trois cents blessés.

A l'intérieur du Liban, une guerre fratricide oppose le Hezbollah, à partir d'avril 1988, à l'autre formation chiïte, Amal, pour la domination du sud de Beyrouth. Les combats font 600 morts en deux semaines et voient

s'imposer le Hezbollah. Cette guerre fratricide se clôture par une trêve en janvier 1989, puis par un accord de paix en octobre 1990. Avec cet accord, « l'axe chiite » (Hezbollah-Syrie-Iran) est désormais en place au Moyen-Orient et ne cessera de s'affirmer tout au long des décennies suivantes.

Chez les Musulmans sunnites, l'islamisme révolutionnaire se développe à partir de la pensée radicale de l'Égyptien Sayyid Qutb (exécuté en 1966), qui promeut une théologie du « *djihad* » (guerre sainte) et du « *takfir* » (excommunication). Ses partisans trouvent un champ d'application pour ses thèses dans la guerre en Afghanistan contre l'Union soviétique. Cette guerre conduit notamment à la naissance d'Al Qaïda, sous l'effet d'un autre idéologue islamiste d'origine palestinienne, Abdallah Azzam (tué en 1989), maître à penser d'Oussama Ben Laden à ses débuts.

Jusqu'en 1990, l'islamisme sunnite est occupé à combattre « l'ennemi communiste », aussi bien à l'intérieur du monde arabe, où une lutte intestine oppose militants islamistes et étudiants communistes, qu'à l'extérieur des pays d'origine, où les combattants islamistes résistent à l'Armée rouge en Afghanistan avec le soutien de l'Occident.

Au même moment (avant 1990), l'islamisme chiite est occupé à combattre « l'ennemi nationaliste » sur deux fronts. D'un côté, la République islamique d'Iran mène une guerre de « défense sacrée » contre l'Iraq de Saddam Hussein, qui se positionne, depuis la mort de Nasser (1970), en champion du nationalisme arabe. D'un autre côté, le Hezbollah chiite mène une « guerre de résistance » contre l'occupation israélienne du Sud-Liban et s'attaque à la présence occidentale au Liban.

Au lendemain du retrait d'Israël en 2000, le Hezbollah a revendiqué la victoire et la libération de cette région. Par la suite, il a poursuivi ses attaques contre les forces israéliennes et concentré ses activités dans la région disputée des fermes de Chebaa. En 2006, le groupe a enlevé deux soldats israéliens, provoquant ainsi des représailles massives d'Israël contre le Liban. À partir de 2012, le Hezbollah change de stratégie et s'engage dans la guerre civile syrienne aux côtés des forces du régime Assad, perdant ainsi sa crédibilité en tant que mouvement de « résistance » à Israël et se muant en un groupe de lutte confessionnelle dans la guerre par procuration qui oppose, en Syrie, l'Iran chiite aux monarchies sunnites du Golfe.

L'ISLAMO-NATIONALISME

Chez les islamistes chiites comme chez les islamistes sunnites, une véritable théologie de la « libération islamique » (des tyrans, des puissances étrangères, de l'occupation israélienne) s'affirme tout au long des années 1980, mais sa véritable source d'inspiration se trouve, en réalité, dans le projet de libération nationale porté par les nationalistes arabes, qui a fortement influencé la pensée islamique à partir des années 1950, créant un courant idéologique mixte, l'islamo-nationalisme, qui connaîtra un

destin exceptionnel par la suite sous les traits du Hezbollah libanais ou encore du Hamas palestinien.

Il est possible de dater ce glissement de l'idéologie de « libération nationale » vers une théologie de la « libération islamique » à partir de la défaite arabe face à Israël en 1967 (guerre des Six Jours). La déroute du nassérisme a transformé la perception arabe, qui s'est progressivement détournée du nationalisme vers l'islamisme. Les forces progressistes ont eu leur heure de gloire dans les années 1970, avec l'essor du mouvement national palestinien. C'est au milieu des années 1980 que l'islamisation de la libération nationale s'opère réellement, jusqu'à la chute de l'Union soviétique, qui marque la fin du modèle politique « alternatif » dans le monde arabe.

La guerre du Golfe (1990-1991) signe la mort du projet nationaliste arabe porté, à l'époque, par un Saddam Hussein tyrannique mais jusque-là perçu comme un « barrage » contre l'extension de la Révolution islamique iranienne. La guerre Iran-Iraq, qui avait duré huit ans (1980-1988) et qui s'était officiellement terminée sans vainqueur ni vaincu, a en réalité préparé le terrain à l'essor de l'islamisme de masse.

En se neutralisant mutuellement, le nationalisme arabe porté par l'Iraq de Saddam Hussein et l'islamisme révolutionnaire porté par l'Iran de l'ayatollah Khomeiny ont ouvert la voie à l'islamisme de masse porté par les Frères musulmans et au djihadisme violent représenté par Al Qaïda et le GIA (Groupe islamique armé) à partir des années 1990.

Cependant, tous ces mouvements étaient unis psychologiquement autour d'une même théologie de la libération : libération du sous-développement (pour les nationalistes), libération de la domination occidentale (pour les islamistes). « Résistance intérieure » et « lutte extérieure » seront ainsi les deux volets d'une même idéologie qui se diffuse progressivement dans les couches populaires et qui assimile, dans un même mouvement de rejet, l'Occident et les dirigeants musulmans comme « oppresseurs de la foi » et comme « suppôts de l'étranger ». Ce rejet de l'Autre à l'intérieur comme à l'extérieur revêt une dimension purement confessionnelle chez les groupes takfiristes.

L'IDÉOLOGIE TAKFIRISTE

Le mot « *kâfir* » désigne, dans la terminologie islamiste, l'infidèle ou le mécréant. Dans les dictionnaires arabes, il est issu d'une racine qui indique l'obscurité et la dissimulation, mais le sens religieux renvoie à « l'ingratitude envers Dieu ». Dans la théologie classique, le « *kâfir* » est celui qui ne croit pas à l'unicité de Dieu ni à la prophétie de Mahomet. Les « Gens du Livre », c'est-à-dire les Juifs et les Chrétiens essentiellement, sont en principe exclus de cette catégorie, sauf s'ils manifestent ouvertement leur hostilité aux préceptes de l'Islam.

Par ailleurs, même si les théologiens admettent que seul Dieu est capable de sonder les cœurs et de connaître la vérité concernant la croyance ou la mécréance de quelqu'un, ils ont néanmoins établi une typologie de « mécréants » : celui qui ne croit pas en Dieu (l'athée), celui qui ne croit pas mais qui feint de croire (l'hypocrite), celui qui croit mais ne le confesse pas (l'agnostique), celui qui croit mais s'oppose à la religion (le déiste) et enfin l'associatiste (*mushrik*) et l'apostat (*murtadd*), dont le statut est âprement discuté.

Tout au long de l'histoire musulmane, divers groupes politico-religieux se sont mutuellement accusés de « mécréance » et se sont affrontés militairement pour imposer leur dogme et leur doctrine. Chez les mouvements islamistes contemporains, la « mécréance » peut recouvrir aussi bien des croyances populaires que des actes anodins de la vie quotidienne, ce qui a conduit *de facto* à une extension du domaine du takfirisme.

Les Takfiristes contemporains s'inspirent de la pensée de Sayyid Qutb, l'un des idéologues égyptiens les plus connus de la mouvance islamiste, condamné à mort en 1966 par les autorités égyptiennes. Il est à l'origine de cette forme d'islamisme radical qui procède par « anathémisation » ou « excommunication » (*takfir*). Il a été également l'un des premiers idéologues de l'islamisme contemporain à légitimer la violence politique d'un point de vue théologique et à appeler à la « guerre sainte » (*djihad*) contre d'autres Musulmans s'ils ne suivent pas strictement les enseignements de l'Islam ou s'ils n'appliquent pas la *charia* sur les territoires à majorité musulmane. Cette idéologie a été à l'origine de plusieurs groupuscules armés en Egypte et inspire encore de nombreux combattants djihadistes dans le monde.

Au cours des guerres civiles qui se sont déroulées dans les pays arabes (Algérie, Iraq, Syrie, Yémen), les Takfiristes ont systématiquement déclaré la « guerre sainte » aux autres musulmans en les considérant comme des « mécréants » et en légitimant de la sorte leur assassinat. Ainsi, les Takfiristes sont à la fois les initiateurs des massacres et les premiers bénéficiaires des guerres civiles. Leur objectif ultime est la création d'un « Etat islamique » (théocratie) dans lequel la « *charia* » (loi divine) serait strictement appliquée.

Au Maghreb, les Takfiristes ont montré l'étendue de leur barbarie contre d'autres musulmans avec le GIA (Groupe islamique armé). Ce dernier a entraîné l'Algérie dans la guerre civile la plus atroce pendant près d'une décennie (1992-2000). Par la suite, il a été critiqué et abandonné par l'une de ses principales factions, le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), mais ce dernier allait donner naissance, à partir de 2006, à l'organisation Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

A partir de 2014, les Takfiristes ont émis plusieurs *fatwas* de condamnation et d'excommunication visant des régions ou des communautés spécifiques. C'est le cas des régions à majorité chiite (en Iraq) ou alaouite (en Syrie), qui ont été considérées comme « mécréantes » par

l'organisation de l'« Etat islamique » et visées par de nombreux attentats meurtriers. C'est le cas également de la communauté yézidie d'Iraq, qui a été « excommuniée » par les chefs de cette même organisation, puis ciblée au mont Sinjar notamment, avant que ses membres captifs ne soient réduits en esclavage.

Aujourd'hui, on assiste au développement d'un « takfirisme en ligne » qui prend forme dans des discours, des vidéos et des contenus diffusés sur les réseaux sociaux. Dans cette nouvelle forme d'excommunication, le takfirisme s'accélère et se complexifie. Les *fatwas* de condamnation sont très nombreuses sur l'Internet et les réseaux sociaux. Du point de vue juridique, il s'agit purement et simplement de provocation à la haine et d'appels au meurtre. Toutefois, les auteurs de ces messages sont rarement poursuivis en justice, parce qu'ils se cachent derrière des pseudonymes et se fondent dans la masse des utilisateurs anonymes de la Toile mondiale.

Bénéficiant des ressources exceptionnelles de l'Internet, le takfirisme est entré dans l'ère du numérique et a envahi le cyberspace. En effet, on ne compte plus les messages d'excommunication, de harcèlement et de menace de mort ou de représailles sur les réseaux sociaux. Beaucoup de Musulmans sont qualifiés de « mécréants » pour des comportements jugés « hérétiques ». Les femmes de confession musulmane sont particulièrement visées par les « *fatwas* d'excommunication » en raison de leur habillement ou de leurs fréquentations jugées malsaines. Elles subissent souvent des agressions verbales ou physiques, y compris dans certaines zones de non-droit, où l'idéologie takfiriste a gagné du terrain au cours des dernières années.

L'ESSOR DU DJIHADISME

En réduisant à néant la puissance iraquienne, la guerre du Golfe signe la fin du nationalisme arabe et laisse le champ libre à l'islamisme sous toutes ses formes. A partir de 1991, l'islamisme occupe progressivement le devant de la scène politique et focalise l'attention, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du monde arabe. La quasi-totalité des crises et des conflits de l'après-Guerre froide ont engagé des combattants islamistes : de l'Algérie jusqu'en Afghanistan, en passant par la Somalie, le Soudan, le Yémen, la Tchétchénie, les Balkans, le Sahel, la Libye, l'Iraq et la Syrie.

La guerre du Golfe constitue également un tournant dans la perception islamiste. En effet, après avoir été les alliés de l'Occident durant la guerre d'Afghanistan contre l'Union soviétique (1979-1989), les « combattants arabes » de Ben Laden et les « moudjahidines afghans » perçoivent désormais les Américains et leurs alliés comme des ennemis de la foi ayant profané la terre sainte de l'islam.

En effet, lorsque le roi Fahd d'Arabie annonce en 1991 l'accueil d'une coalition internationale sur le sol du royaume pour repousser Saddam Hussein, envahisseur du Koweït voisin, il provoque aussitôt la colère des

islamistes de tous bords. La présence massive des troupes américaines sur le sol saoudien va retourner progressivement le *djihad* contre l'ancien allié américain, pourtant protecteur des Saoudiens (sunnites) face aux ayatollahs iraniens (chiïtes).

Le chef d'Al Qaïda, Oussama Ben Laden (1957-2011), de retour du « front afghan », s'est alors violemment opposé à la présence de troupes américaines sur le sol saoudien et a fondé une branche de l'organisation dans la péninsule arabique qui va perpétrer plusieurs attentats meurtriers comme celui de 1996 contre la base militaire d'al-Khobar, dans l'est de l'Arabie saoudite, tuant dix-neuf soldats américains. Depuis, la liste des attentats perpétrés contre les forces gouvernementales et les forces américaines n'a fait que s'allonger, avec des actions de plus en plus hardies, jusqu'à culminer dans les attentats du 11 septembre 2001.

Ces attentats représentent l'attaque terroriste la plus meurtrière à ce jour (2 977 morts et 6 291 blessés). Avec le recul, ils apparaissent comme l'événement le plus important du début du XXI^e siècle parce qu'ils constituent un tournant majeur à la fois pour les relations internationales et pour les législations nationales. En effet, à la suite du *Patriot Act* signé par le président George W. Bush, le 26 octobre 2001, la plupart des Etats dans le monde ont été amenés à adopter des législations antiterroristes qui s'en inspirent à des degrés divers.

Les conséquences de ces attentats, tant sur le plan social et économique que politique et militaire, ont été considérables. Ils ont notamment conduit à la mise en place de la « guerre mondiale contre la terreur » (en anglais, *Global War on Terror* ou GWOT), nom donné par l'administration américaine à ses campagnes militaires menées en réponse aux attentats du 11 septembre.

Loin de réduire le terrorisme islamiste, cette « guerre asymétrique » consacre l'idéologie djihadiste comme la plus efficace de la mouvance islamiste et place la question terroriste au cœur des relations internationales. Elle désigne en même temps Al Qaïda comme le principal ennemi des démocraties occidentales et contribue à la construction du mythe du « combattant étranger ». A travers Guantanamo, elle donne une visibilité inespérée à l'ensemble de la mouvance djihadiste, qui se trouve confrontée dans la durée à la machine de guerre occidentale et acquiert de ce fait une dimension internationale qui ne cesse de s'affirmer.

La surmédiatisation des actions djihadistes lui permet également de s'imposer face aux tendances concurrentes de l'islamisme et de recruter de plus en plus de combattants, en Occident même. Aussi, de 2001 jusqu'à la mort de Ben Laden en 2011, il n'est pas exagéré de parler d'une « décennie Al Qaïda », tant cette organisation a dominé les actualités et les autres entités terroristes.

C'est que la politique américaine au Moyen-Orient lui a permis de s'affirmer comme la principale organisation djihadiste et de fédérer autour

d'elle la quasi-totalité des combattants de cette mouvance. Désormais, ce n'est plus la « maison mère » d'Al Qaïda qui menace directement les Etats-Unis et leurs alliés, mais ses diverses branches locales et, en particulier, la branche yéménite d'Al Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA).

Celle-ci, renforcée par l'arrivée de ressortissants occidentaux, dont l'imam américano-yéménite Anouar Al-Awlaki (tué en 2011) devient une source d'inspiration et suscite plusieurs attaques sur le sol américain. C'est le cas de la fusillade de Fort Hood au Texas, perpétrée le 5 novembre 2009, et de la tentative d'attentat menée par Umar Farouk Abdulmutallab contre le vol reliant Amsterdam à Detroit aux Etats-Unis, le 25 décembre 2009.

Cependant, c'est en Iraq que l'idéologie djihadiste connaît son expression la plus violente et laisse l'empreinte la plus durable. En envahissant l'Iraq en 2003 sous de faux prétextes et en usant de la seule force militaire (*hard power*), l'administration américaine contribue au développement, dans les opinions publiques arabes et musulmanes, d'une impression d'injustice, rendant la « guerre sainte » (*djihad*) légitime aux yeux d'un grand nombre d'individus, qui vont grossir les rangs d'Al Qaïda en Iraq, sous le commandement sanguinaire du Jordanien Abou Moussab Al-Zarqawi (tué en 2006 dans un raid américain).

Pis, après avoir envahi l'Iraq, les Américains mettent en place un système confessionnaliste qui identifie les Iraquiens non plus en fonction de leur appartenance nationale, mais en fonction de leur origine confessionnelle (sunnite *vs.* chiite) et ethnique (arabe *vs.* kurde). L'institutionnalisation de ce système, avec notamment la distribution confessionnelle des portefeuilles ministériels au gouvernement, fait basculer les anciens cadres du régime baathiste et de l'armée de Saddam Hussein dans la « résistance ».

La combinaison de cette politique confessionnaliste avec une politique de « dé-baathisation » a produit des effets désastreux. Elle a accéléré la disparition du nationalisme séculier en Iraq, tout en donnant une place démesurée aux identités religieuses. Ainsi, en voulant éradiquer le nationalisme iraquien, les Américains ont éliminé le seul obstacle qui existait encore face au triomphe du djihadisme global.

Malgré la mort de Ben Laden en 2011, le djihadisme n'a pas disparu. Son successeur à la tête d'Al Qaïda, l'Egyptien Ayman Al-Zawahiri, a continué à menacer régulièrement les Etats-Unis et à inciter les différentes branches de son organisation à perpétrer des attentats contre les Occidentaux partout où ils se trouvent. En réalité, l'affaiblissement relatif de l'idéologie djihadiste à partir de 2011 est dû à deux événements internes au monde arabo-musulman : d'une part, le Printemps arabe, mouvement de masse d'aspiration démocratique et, d'autre part, la guerre en Syrie, qui fait renaître la guerre de religion millénaire entre Sunnites et Chiites, mais à une échelle de violence inégalée jusque-là.

LA GUERRE DES ISLAMISMES

Loin de permettre une entrée du monde arabe dans l'ère de la démocratie, le Printemps arabe (2011) a accéléré le délitement de l'ancien système et révélé la fragilité des Etats existants sur tous les plans. La chute de plusieurs régimes jusque-là considérés comme solides (Tunisie, Libye, Egypte) et l'anarchie qui s'ensuivit ont montré la faillite de l'Etat-nation dans ces pays. Du jour au lendemain, les anciens réflexes du tribalisme, du clanisme et du régionalisme ont repris le dessus, contribuant à la dégradation d'une situation déjà difficile économiquement.

La victoire des partis islamistes aux premières élections libres leur a ouvert les portes du pouvoir, mais leurs errements politiques et idéologiques n'ont fait qu'aggraver la situation en libérant les forces obscures de l'islamisme. Dans plusieurs pays, les aspirations initiales à la liberté et à la dignité ont tourné à l'affrontement armé ou dégénéré en guerre civile à caractère confessionnel. C'est dans ce contexte que s'affrontent une kyrielle de groupes, d'organisations, de courants et d'obédiences islamistes, qui se massacrent les uns les autres au cri d'« *Allah Akbar* » (Dieu est Grand).

A partir de 2012, la Syrie a été le théâtre d'une extension sans précédent de cette guerre interne à l'Islam. Certes, le grand schisme de l'Islam remonte au VII^e siècle, puisque les Musulmans sunnites et chiites se sont affrontés dès la mort de Mahomet (632) pour savoir qui en était le successeur légitime (calife, *khalîfa*), mais ce schisme a connu un retour en force à la faveur des crises iraquienne puis syrienne.

En effet, après la chute de Saddam Hussein en 2003, les Chiites accèdent au pouvoir à Bagdad et renforcent « l'axe chiite ». Majoritaires mais opprimés sous la dictature baathiste, ils prennent leur revanche à la faveur d'un système confessionnaliste mis en place par les Américains. Depuis, s'accumulent les tueries, les massacres, les destructions et les déplacements de populations. La situation s'est aggravée avec l'implantation durable des milices armées chiites en Iraq comme en Syrie.

Cependant, les rivalités internes à l'Islam sunnite ne sont pas moindres. Elles trouvent leur traduction dans la compétition idéologique et politique existant entre deux organisations internationales regroupant des autorités religieuses aux tendances doctrinales opposées. D'un côté, on trouve l'Union des Oulémas musulmans (UOM), idéologiquement inspirée des Frères musulmans et politiquement proche du Qatar ; de l'autre, on trouve la Ligue des Oulémas musulmans (LOM), de tendance idéologique salafiste et politiquement proche de l'Arabie saoudite.

Dans un contexte politique arabe en pleine recomposition depuis le Printemps arabe (2011), le Qatar a joué face à l'Arabie saoudite la carte de l'alternative islamiste, sans parvenir à imposer l'idéologie frériste au reste du monde arabe. Sous la pression saoudienne, il est régulièrement sommé de rentrer dans le rang en « lâchant » les Frères musulmans. Cependant,

dans l'intervalle, les rivalités entre Fréristes et Salafistes avaient enflammé le camp sunnite et nourri la guerre civile dans des proportions inédites.

En effet, le retrait américain d'Iraq fin 2011 et le déclenchement quasi concomitant de la guerre civile dans la Syrie voisine vont donner à l'« Etat islamique en Iraq » (EII) un nouveau souffle et des perspectives de développement insoupçonnées. Beaucoup de ses membres s'engagent aux côtés de l'opposition armée au régime syrien et combattent les troupes loyalistes. A l'époque, ils bénéficient – comme toutes les autres composantes de l'opposition armée – du soutien actif à la fois des pays arabes sunnites (monarchies du Golfe) et des pays occidentaux (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis), tous farouchement opposés au maintien au pouvoir de Bachar el Assad.

Les combattants de l'EII sont d'abord noyés dans la masse des combattants de la principale composante de l'insurrection, l'Armée syrienne libre (ASL) puis, très rapidement, ils se font connaître grâce à leur expérience acquise sur le terrain iraquien contre les Américains. Ils se distinguent militairement par des actions spectaculaires et prennent l'ascendant sur les autres factions, formant dès 2012 un noyau dur djihadiste, mais faisant toujours partie intégrante de l'opposition armée au régime syrien, lequel bénéficie désormais du soutien de la Russie et de l'Iran, bientôt rejoints sur le terrain par le Hezbollah libanais.

A partir de 2013, la marginalisation de l'Armée syrienne libre (ASL) est acquise et l'essentiel des forces combattantes se positionne du côté djihadiste. Deux organisations se disputent les faveurs des combattants : le « Front Al-Nosra », dirigé par le Syrien Abou Mohamed Al-Joulani, et l'« Etat islamique », dirigé par l'Irakien Abou Bakr Al-Baghdadi. Tous deux sont des djihadistes convaincus et se connaissent de longue date, mais l'un (Al-Joulani) est un islamo-nationaliste qui se bat pour le maintien de la Syrie dans ses frontières connues, tandis que l'autre (Al-Baghdadi) est un panislamiste, favorable à une redéfinition des frontières pour fonder un Etat fédéral réunissant les populations sunnites de la région.

En avril 2013, Al-Baghdadi propose d'unir les forces djihadistes en Syrie et en Iraq sous son autorité et annonce la création de l'« Etat islamique en Iraq et au Levant » (*Daech* en arabe, EIIL en français). Cependant, le chef du Front Al-Nosra refuse cette proposition et s'empresse de prêter allégeance au chef d'Al Qaïda, Ayman Al-Zawahiri. Ce dernier ne tarde pas à l'adouber et à annoncer la transformation du Front Al-Nosra en une branche officielle de l'organisation en Syrie, sous le nom d'Al Qaïda au Levant (AQAL).

Cette annonce est à l'origine d'une guerre fratricide qui fait près de 2 000 morts dans les rangs djihadistes et qui voit s'affirmer le *leadership* d'Al-Baghdadi. Fort des défections au sein de son rival syrien (AQAL) et de l'afflux de combattants étrangers venus massivement le soutenir, l'Etat islamique (EI) lance ses troupes à la conquête des territoires à majorité

sunnite au centre et au nord de l'Iraq. Il bénéficie en cela du ralliement opportuniste des anciens officiers baathistes de l'armée de Saddam Hussein, marginalisés par le gouvernement chiite de Nouri Al-Maliki.

Le 29 juin 2014, après la prise de Mossoul, deuxième ville du pays, Al-Baghdadi proclame la « restauration du Califat », qui correspond symboliquement au premier jour du Ramadan dans le calendrier musulman (Hégire). En réaction, le chef d'Al Qaïda au Levant (Syrie), Al-Joulani, proclame, le 11 juillet 2014, l'« Emirats du Levant », sur le modèle de l'« Emirats islamique » des Talibans, et promet de contrôler les frontières de son « Emirats » avec le nouveau « Califat » autoproclamé.

Cependant, à partir du moment où l'Etat islamique (EI) prend le contrôle de Mossoul, il devient l'ennemi désigné des Occidentaux, lesquels lancent aussitôt, sous la conduite des Américains, une campagne de bombardements aériens.

C'est à ce moment-là (automne 2014) que l'EI met en place une stratégie de représailles en trois étapes. La première a consisté à susciter des vocations terroristes en Occident, *via* une propagande intense sur les réseaux sociaux et l'internet. Cela donnera lieu à une série de tentatives d'attentats et d'actions avortées menées par des « amateurs » sans grande préparation ni véritable entraînement – au Canada, en Australie et aux Etats-Unis –, revendiqués en novembre 2014 dans la revue officielle de l'EI, *Dabiq*.

La deuxième étape de cette stratégie terroriste a consisté à préparer des attentats en amont avec des individus résidant en Occident mais ayant reçu, à un moment ou à un autre, un entraînement dans la zone syro-iraquienne. Il s'agit à ce stade d'attentats ciblés visant certaines catégories comme les journalistes ou les forces de l'ordre. L'attentat emblématique de cette phase est celui de janvier 2015 à Paris contre le journal satirique *Charlie Hebdo*.

La troisième étape de cette stratégie a consisté à envoyer des commandos formés en zone syro-iraquienne et à passer du terrorisme ciblé au terrorisme de masse. Bien que cette façon de procéder ne soit pas nouvelle, elle a surpris par son ampleur à Paris en novembre 2015 (130 morts et plus de 500 blessés).

Cette montée en puissance progressive de l'« Etat islamique » et d'élargissement du champ de ses cibles correspond à une gradation dans la réponse qui est calquée sur l'intensification des bombardements de la coalition internationale contre l'organisation en Syrie et en Iraq. Ailleurs dans le monde arabe et musulman, les « Soldats du Califat » perpètrent en 2015 plus de 50 attentats meurtriers et, en 2016, plus de 100 attentats-suicides, qui ont provoqué la mort de milliers de personnes.

LE TRIOMPHE DU MARTYRISME

En réponse à l'assassinat de Ben Laden en mai 2011, le chef d'Al Qaïda avait annoncé le lancement de plus de « 100 martyrs » contre les Américains en Iraq. Cinq ans plus tard, en 2016, le porte-parole de l'EI revendiquait plus de « 1 000 opérations martyres », dont celles de Paris (novembre 2015) et de Bruxelles (mars 2016). C'est que l'essentiel des forces de l'EI est organisé en unités de commandos, avec des brigades spécialisées dans la guérilla urbaine et d'autres dans les actions kamikazes (« Brigades des martyrs »). La combinaison de ces deux éléments offre un avantage certain et a déjà prouvé son efficacité sur le terrain militaire iraquien comme syrien.

En effet, le fait que les combattants de l'EI soient prêts à mourir leur donne un avantage tactique qui se traduit par des actions terroristes à la sophistication inédite. L'EI utilise une « armée de martyrs » (kamikazes) qui mène des actions qualitatives et en profondeur dans le territoire de l'ennemi. Cela inclut notamment les attentats-suicides concomitant avec l'engagement de sections d'assauts, à partir de plusieurs axes ou points d'entrée, pour prendre le contrôle d'un bâtiment important ou d'un édifice public ou encore pour repousser une offensive terrestre en détruisant le cœur de la cible.

Même si, d'un point de vue strictement opérationnel, l'EI n'apporte rien de nouveau par rapport à d'autres types d'attaques armées du même genre, son recours massif aux kamikazes impressionne et terrifie ses ennemis. En effet, loin de mimer le mode de la guérilla urbaine, les « martyrs de l'EI » rappellent plutôt le mode opératoire de la secte médiévale des Assassins (*Haschischins*, en arabe), dont les membres ont été les premiers terroristes musulmans à utiliser des techniques d'assaut individuel et de propagande par l'action suicidaire.

C'est que l'idée du martyr est clairement attestée en Islam, où le Coran met les « martyrs » sur un pied d'égalité avec les prophètes et les saints. Les exégètes musulmans se sont étendus sur les récompenses divines en expliquant les mérites du martyr : pardon de tous les péchés, admission directe au Paradis, distinction par une couronne sur la tête, mariage avec 72 *houris* vierges, intercession accordée par Allah à 70 proches du martyr, etc.

De plus, les martyrs sont considérés comme « vivants » (*ahyâ'*) après leur mort, en ce sens que leur âme ne disparaît pas, seul leur corps se désintègre. Selon les exégètes, l'âme du martyr monte directement au ciel pour résider auprès du trône d'Allah en attendant le jour de la Résurrection pour réintégrer le corps.

Enfin, la mort du martyr est considérée comme un honneur fait à sa famille, qui doit être célébrée plutôt que consolée, car cette mort est censée purifier la communauté tout entière. Les historiens du Moyen Age rapportent de multiples histoires de mères qui remercient Dieu pour la

mort / martyr de leurs enfants et qui refusent toute expression de chagrin ou de deuil. L'exemple le plus cité est celui de la célèbre poétesse arabe Al-Khansâ' qui aurait perdu ses quatre fils au combat et qui les aurait honorés comme des martyrs de l'Islam.

Cette idée est ancrée dans les deux grandes branches de l'Islam. Chez les Musulmans sunnites, la figure emblématique du martyr est celle de l'oncle paternel du Prophète, Hamza Ibn' Abd Al-Muttalib, connu sous le qualificatif de « Seigneur des Martyrs » (*Sayyid al-Shuhadâ'*). Il est tombé durant la bataille d'Uhud (en l'an 625) au cours de laquelle les Musulmans de Médine furent battus par leurs adversaires de La Mecque.

Chez les Musulmans chiïtes, le culte du martyr s'articule autour de la bataille de Kerbala (en l'an 680), durant laquelle les descendants d'Ali, cousin du Prophète, ont été décimés. Chaque année, la commémoration de cette bataille est le deuil chiïte d'*Achoura*. Elle donne lieu un peu partout dans le monde à une célébration du martyr du fils d'Ali (Hussein) et, en République islamique d'Iran, des martyrs de la guerre Iran-Iraq et de la guerre en Syrie.

Enfin, dans les deux camps, sunnite comme chiïte, ce culte a donné lieu à une littérature d'un genre nouveau. Le « testament des martyrs », consigné par écrit ou sous forme vidéo, se veut le récit de la vie et de l'œuvre du « kamikaze », ainsi que ses derniers « vœux » à l'attention de ses proches et de sa communauté. Il s'inscrit ainsi dans le prolongement des traditions apologétiques et hagiographiques, à la manière de celles écrites pour faire l'éloge des « saints hommes ». Ce processus de mythification a été observé après la mort de chaque chef djihadiste, qu'il s'agisse d'Abdallah Azzam (tué en 1989), d'Abou Moussab Al-Zarqawi (tué en 2006) ou encore d'Oussama Ben Laden (tué en 2011). Chacun d'eux a été considéré et célébré dans la propagande djihadiste comme un « martyr » (*shahîd*), de même que tous les autres chefs des organisations djihadistes.

* *
*

Depuis la chute du communisme, le nouvel affrontement qui oppose l'islamisme et le libéralisme fait rage sur tous les continents et traverse toutes les couches sociales. Cet affrontement s'est exprimé initialement sous le label controversé du « choc des civilisations » (1996) avant de prendre la forme d'une « guerre globale contre la terre » (2001), menée avec moult soldats et armements sophistiqués. Paradoxalement, le débat d'idées est resté relativement flou en raison de l'indéfinition de l'ennemi, plus ou moins incarné dans divers groupes et organisations aux contours mal définis mais dont l'affiliation islamique fournissait, par ricochet, un prétexte pour un retour en force du religieux dans le champ politique et géopolitique.

C'est que, depuis la « révolution islamique » de 1979 en Iran, l'islamisme n'a cessé de prendre de l'ampleur. Au cours des années 1980, il a trouvé

dans la guerre d'Afghanistan (1979-1989) d'un côté et dans la guerre Iran-Iraq (1980-88) de l'autre l'opportunité de se développer et de se militariser sous le regard complaisant des puissances occidentales. Cependant, la chute de l'Union soviétique en 1989 et la guerre du Golfe en 1991 ont retourné les anciens « Moudjahidines » contre les Etats-Unis d'Amérique et, plus largement, contre les démocraties occidentales.

De plus, le libéralisme triomphant sur le plan économique a plongé les économies fragiles du monde arabo-musulman dans une crise profonde qui a profité, lentement mais sûrement, à l'opposition islamiste d'abord marginalisée, ensuite durement réprimée un peu partout, ouvrant la voie au terrorisme islamiste représenté, au cours des années 1990, par le GIA algérien et, au cours des années 2000, par l'organisation d'Al Qaïda créée par Ben Laden à la fin de la guerre d'Afghanistan.

Les attentats du 11 septembre 2001 constituent un tournant qui place la lutte contre le terrorisme au cœur des relations internationales et des politiques nationales, laissant espérer une fin rapide de la « guerre globale contre la terreur » lancée par l'administration américaine. Cependant, l'invasion de l'Iraq en 2003 a offert une chance inespérée à la mouvance djihadiste pour se relancer et s'implanter dans des territoires nouveaux où elle était jusque-là absente.

En même temps, les régimes arabes autoritaires, pressés par leurs partenaires occidentaux, mènent des politiques de lutte paradoxale et creusent le fossé entre les populations et les pouvoirs locaux. Les frustrations accumulées au fil des ans explosent, de façon imprévisible et anarchique, au cours du Printemps arabe (2011) et se traduisent finalement par un renforcement de l'islamisme qui sort vainqueur des premières élections libres en Tunisie, au Maroc et en Egypte.

Le retour en force de la Russie sur la scène proche-orientale après la réélection de Vladimir Poutine en 2012 participe largement de l'enlisement de certains conflits, comme la guerre en Syrie. De plus, le retour concomitant de l'Iran sur la scène internationale a fait dériver ces conflits vers le confessionnalisme et a aggravé la guerre interne à l'Islam.

Enfin, les hésitations de l'administration américaine sous les deux présidences d'Obama et l'incapacité des Européens à agir de façon autonome à des moments cruciaux, n'ont fait qu'aggraver les menaces et les risques pour la paix et la sécurité internationale. Ainsi, qu'il s'agisse d'une menace réelle ou perceptive, le terrorisme islamiste a été – et demeure – un enjeu central des politiques nationales et des relations internationales. Malgré quelques succès militaires du « monde libre », il ne fait aucun doute que ce phénomène continuera à occuper le devant de la scène politique et médiatique au cours des années à venir, car la guerre des idées est encore loin d'être gagnée.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- M. GUIDÈRE., *La Guerre des islamismes*, Gallimard, Paris, 2017, Prix Albert Thibaudet.
- M. GUIDÈRE, *L'Islamologie appliquée : principes et méthodes*, L'Harmattan, Paris, 2017.
- M. GUIDÈRE, *Atlas du terrorisme islamiste*, Autrement, Paris, 2017.
- M. GUIDÈRE, *Le Retour du califat*, Gallimard, Paris, 2016.
- M. GUIDÈRE, *L'Etat islamique en 100 questions*, Tallandier, Paris, 2016.
- M. GUIDÈRE, *Terreur : la nouvelle ère*, Autrement, Paris, 2015.